

## Travail en crises

UNITÉ DÉVELOPPEMENT ET SOCIÉTÉS

UMR n° 201 IRD / Université Paris 1

AXE TRAVAIL ET MONDIALISATION

Projet Travail en Crises

Version 2009.04.24

### CRISE, MICROFINANCE ET GRAND RENVERSEMENT

Jean-Michel Servet

IHEID Genève

*“ Of course, things were going very well on the collective farms. Stalin was certain of this after seeing Cossacks of the Kuban and reading Cavalier of the Golden Star. Both authors had visited collective farms. They had seen everything and reported what they had seen, and it was obviously good. And Stalin himself had talked with collective farmers in presidiums. ”*

Aleksandr I SOLZHITSYN, *The First Circle*, trad. New York, Harper and Row Edition, 1968, p. 109

En microfinance comme pour d'autres secteurs d'activité, la crise présente différentes facettes et diverses hypothèses peuvent donc être formulées quant à son impact. Il convient de les éclaircir<sup>1</sup>. Chacune d'entre elles contribue à un système d'explications. Elles apparaissent plus ou moins crédibles et cohérentes<sup>2</sup>. Chaque chaîne de causalité proposée

<sup>1</sup> Nous remercions Bernard Castelli, Pierre Dockès, Isabelle Guérin et Thierry Pairault pour leurs réactions à une première mouture de ce texte.

<sup>2</sup> Un des premiers articles parus en français sur les conséquences possibles de la crise pour la microfinance est celui de Laurent LHERIAU, “ Crise financière globale et microfinance ”, *Techniques financières et développement*, n°93, décembre 2008, p. 45-58. Il met principalement en avant les aspects réglementaires et n'analyse pas les causes sous-jacentes touchant notamment aux rapports entre travail et capital et aux limites du système d'accumulation prévalant. Sur crise et microfinance, voir les débats organisés par le CGAP et Sommet du microcrédit (Enquête de la Campagne du Sommet du microcrédit dans la semaine du 13 octobre 2008 ; Conférence virtuelle sur la crise financière du 11 novembre 2008 ; CGAP Virtual Conference November 18-20 2008 ; note CGAP 15 dec. 2008).

implique, implicitement ou explicitement, des solutions pour une sortie de crise, plus ou moins rapide, plus ou moins éprouvante pour telle ou telle catégorie de la population et groupes d'intérêt, s'appuyant sur tel ou tel secteur, centrée sur le " financier " ou sur le " réel ", etc.<sup>3</sup>

Sans nul doute un des ingrédients le plus frappant de la situation actuelle est la difficulté pour beaucoup d'identifier les " canards boiteux " qu'il conviendrait d'éliminer ou de réformer profondément. Difficile en effet de les reconnaître quand ils se situent au cœur d'une apparente modernité, notamment dans les *high-tech* financières. Dans les années 1960 et 1970 aux Etats-Unis ou en Europe occidentale, ceux-ci pouvaient très facilement être stigmatisés à travers les ouvrières du textile, les mineurs, des sidérurgistes ou des agriculteurs, dont la productivité était supposée dépassée par le " progrès ". Il n'est pas inutile de rappeler ici que le calcul de ce rendement d'une activité dépend des ingrédients que l'on intègre dans ses coûts : seulement ceux que les marchés permettent d'imputer ou des coûts qu'ils ignorent ; des droits individuels ou collectifs donnent ainsi lieu ou non à des revenus ou à des provisions pour des ressources non renouvelables par exemple en intégrant les droits des futures générations, en privilégiant les intérêts à court terme ou à long terme. Des populations et des régions entières pouvaient ainsi être vilipendées et rejetées, à moins qu'elles ne deviennent pour quelques visionnaires les traces d'utopies visant à engendrer ou à faire renaître une économie à visage humain. Aujourd'hui, sans doute par solidarité de classes et de culture, il paraît bien difficile à se résoudre à désigner, et plus encore à entendre s'auto désigner, comme " canard boiteux " <sup>4</sup>, un cadre bancaire parlant dans son activité professionnelle un pidgin américain, se déplaçant fréquemment à travers la planète et dominant l'outil informatique. Et pourtant, ses réseaux et ses façons de penser et d'agir sont devenus largement inadaptés au monde nouveau qui doit se mettre en place sur les ruines laissées par ce qu'on peut espérer être l'effondrement du néo-libéralisme. Ils sont une entrave à la reconstruction de systèmes de production, d'échange, de financement et de consommation. L'hégémonie néo-libérale qui a fait de la finance un vecteur de transformations rend difficile cette reconnaissance. Tout comme des centres d'affaires et de

---

<sup>3</sup> Pierre DOCKÈS 2009, " Chapitre 2 : Adaptation ou rupture ", in : Pierre DOCKÈS, Jean Hervé LORENZI (ed.), *Sortie de crise ou fin de monde*, Paris, Perrin, à paraître.

<sup>4</sup> Comme nous le suggère Thierry Pairault hier les stigmatisés étaient des " cols bleus ", aujourd'hui des " cols blancs ".

haute finance sont devenus des espaces obsolètes, voire (comme les paradis fiscaux) des obstacles et des résistances aux changements nécessaires.

La difficulté pour comprendre la situation de la microfinance dans la crise est que ce secteur de la finance se situe aujourd'hui, nous le montrerons, à la charnière de deux mondes, tant d'un point de vue structurel qu'idéologique : au sommet celui-ci de la haute finance et à la base celui-ci du petit peuple laborieux. De ce fait, la microfinance constitue simultanément à son échelle une partie du problème mais aussi de sa solution. C'est donc peut être pour elle une opportunité pour contribuer à la sortie de crise en inversant les compromis mêmes qu'elle avait tissés pour son développement et en réorientant ses objectifs, en la faisant basculer ou rebasculer du principe de marché vers celui de la réciprocité<sup>5</sup>. C'est en cela qu'elle peut contribuer au grand renversement des façons d'agir et de penser, au-delà de son poids économique et financier à travers les modèles qu'elle incarne.

Revenons à la dimension économique de la crise et à ses diagnostics. Les interprétations se multiplient au fur et à mesure où elle s'étend et se fait de plus en plus évidente et englobe plus d'activités et de régions. Pour les néo-libéraux les plus ultras, elle est due à une trop forte intervention de l'État. Aux Etats-Unis même, les réglementations bancaires de type CRA<sup>6</sup> sont accusées d'avoir encouragé les banques à prêter à des populations insolvables, oubliant les châteaux de cartes financiers appelés *dérivés*<sup>7</sup> auxquels ces crédits ont donné lieu à partir de ces prêts à des " pauvres ". La presse a parlé de NINJA pour des emprunteurs avec " *no income, no job, no assets* ". Les acteurs de la microfinance ont souvent été interrogés sur le mode du " *et vous ?* " tant le parallèle entre le micro-crédit et ces prêts immobiliers à des populations peu solvables était tentant. Les crises apparaissent à des néo-libéraux comme une nécessité de l'économie de marché pour apurer ses excès et éliminer les agents économiques

---

<sup>5</sup> Au sens donné par J.-M. SERVET 2007, " Le principe de réciprocité chez Karl Polanyi, Une contribution à la définition de l'économie solidaire ", revue *Tiers Monde* n°190, avril-juin, p. 255-273.

<sup>6</sup> Thomas SERVET, 2001, " La réglementation américaine et la lutte contre la discrimination financière ", in : *Rapport moral sur l'argent dans le monde 2001*, Paris, AEF, 2001.

<sup>7</sup> Leur volume a été estimé à partir des données de la BRI fin 2007 à l'équivalent de huit fois le PNB mondial cumulé de la planète. Sur ces mécanismes et vecteurs financiers de la crise : voir Frédéric LORDON, 2008, *Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières*, Paris, Raisons d'Agir. On suivra utilement l'analyse de cette actualité par François Morin sur son blog ([http://web.me.com/fmorintlse/La\\_finance\\_globale/Blg/rss.xml](http://web.me.com/fmorintlse/La_finance_globale/Blg/rss.xml)). Sur la dimension éthique, à partir d'une lecture de Commons, voir Bruno THÉRET 2009 " L'argent de la mondialisation : en quoi pose-t-il des problèmes éthiques ? Un point de vue régulationniste commosien ", *Sociétés, Politiques Comparées*, n°10, décembre 2008, 40 p.

ne répondant pas ou plus aux critères de rentabilité ; ceci devant permettre ensuite une meilleure affectation des ressources rares et donc une plus grande efficacité du système économique tout entier. Ainsi pour ce qui est de la microfinance, la crise pourrait assainir des situations où de nombreux prestataires de services financiers occupent ce marché en n'étant peu ou pas compétitifs. Certains ont cru que la microfinance permettrait un enrichissement facile. Ils sont venus concurrencer, par des modèles standardisés de prêts à faible montant et à courte durée, d'autres acteurs motivés par la croyance que le micro-crédit pouvait être à la fois un instrument de réduction de la pauvreté et un vecteur de développement social et humain<sup>8</sup>.

À un autre extrême des représentations de la crise, en s'appuyant notamment sur une analyse historique des cycles longs de l'activité économique et des processus d'accumulation et d'innovation, il est possible de la comprendre comme un retournement impliquant des changements fondamentaux. Ces changements se situent non seulement dans les modes d'échange, de production et de financement mais aussi corrélativement dans les idéologies et les systèmes de croyance organisant les sociétés. Cette crise peut être le signe d'un mouvement plus important même que ces vagues longues, repérées et analysées par Kondratiev ou Schumpeter, si l'on pense aux mutations en Europe et à terme plus ou moins rapproché pour le monde le début du XIX<sup>e</sup> siècle ou le XVI<sup>e</sup> siècle par exemple. Si l'on s'en tient à la comparaison de ce grand changement que des historiens ont qualifié de " révolution des prix ", il faut le comprendre à la conjonction des transformations matérielles et culturelles que la rencontre de civilisations et de sociétés différentes a produites sur l'Europe et dans l'autre sens que celle-ci a diffusées. L'influence n'est pas univoque. Elle est bien dans les deux sens. C'est encore aujourd'hui cette maturation des uns et des autres qui est en cause, avec les affrontements de pouvoirs que cela supposent et les redistributions de cartes. Pour ce qui des relations de production, d'échange et de financement, l'enjeu se trouve encore dans le rapport capital/travail, mais aussi dans l'éclatement de la pertinence de la catégorie salariale pour le désigner. Les catégories inventées par les économistes<sup>9</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle pour organiser les sociétés capitalistes sont en train de perdre de la pertinence et ce

---

<sup>8</sup> Critique développée dans SERVET 2009 " Quelques limites du microcrédit comme levier du développement ", *Problèmes économiques*, n°2964, 4 février, p. 39-44, résumé dans la revue *Politis*, octobre novembre 2008, 36.

<sup>9</sup> Voir " Préface " à la nouvelle traduction de *La Richesse des Nations* d'Adam Smith, Paris, Economica, 2000.

faisant de nous empêcher de penser une sortie de crise. Nous manquons de catégories adéquates nouvelles pour reconstruire les rapports sociaux de production et d'échange. Ceci tient pour une part à ce que dans les pays en développement une grande partie de la population se trouve exclue des normes du travail salarié moderne et survit grâce à des activités dites "informelles" que nos catégories saisissent mal<sup>10</sup>. Pour une autre part, à l'opposé, on doit remarquer que lorsque dans les pays dits "développés", plus des neuf dixièmes de la population active employée est définie de façon générale comme "salariés", le salariat cesse d'être une norme pertinente pour comprendre la répartition des rémunérations, et à travers celles-ci des catégories sociales et des distinctions statutaires. Le spectre du chômage et de la prolifération de travailleurs salariés pauvres<sup>11</sup> fait aussi ressurgir des normes nouvelles d'auto emploi, encouragé par le micro crédit ; dans ses formes actuelles et en ce contexte de crise, il a toute chance de devenir non un moyen de libération des énergies personnelles et pour des projets d'associés mais un moyen de généralisation de la misère en la rendant presque supportable et d'éradiquer des normes ayant encadré progressivement le travail salarié<sup>12</sup>.

Pour ce qui est des scénarios de "sortie de crise", tout dépendra des replâtrages possibles des économies capitalistes et de situations vécues culturellement et idéologiquement comme impossibles ou inacceptables. Il nous paraît donc indispensable d'inscrire dans une perspective critique de long terme notre analyse des relations entre crise et microfinance. De ce point de vue, nous aborderons d'abord les modèles idéologiques dominants qui ont porté le développement de la microfinance, en montrant comment ils sont aujourd'hui inadéquats

---

10 Voir l'apparition de l'expression "économie informelle" dans Keith HART, 1973, "Informal income opportunities and urban employment in Ghana", *Journal of Modern African Studies*, 11, n°1, p. 61-89 et la relecture de celle-ci par son inventeur trente ans plus tard dans "Informal Economy" (dans <http://www.thememorybank.co.uk/>). Sur les spécificités de la petite économie, on relira avec grand intérêt Alexandre Tchayanoff, [1924] trad. "Pour une théorie des systèmes économiques non capitalistes", *Analyse et prévision*, tome XIII, 1972, p. 19-51.

11 Selon International Labour Organization, International Institute for Labour Studies, *The Financial and Economic Crisis : A Decent Work Response*, Geneva, ILO, 2009, p. p. 8, leur nombre s'accroîtrait en 2009 en Asie du Sud et en Afrique sub-saharienne de 75 millions.

12 Ainsi voit-on le professeur Yunus venir soutenir la création de projets de micro-crédits en Europe et en Amérique du Nord alors qu'au Bangladesh même la contribution du microcrédit à la diminution de la pauvreté est vivement contestée. (Ahmad Qazi KHOLIQUZZAMAN (ed.), (2007), *Socio-Economic and Indebtedness-Related Impact of Micro-Credit in Bangladesh*, Dhaka, The University Press Limited, 65 p.). Pour un développement de la critique des illusions de libération par l'auto-emploi, voir SERVET 2006 *Banquiers aux pieds nus, La microfinance*, Paris, Odile Jacob, 512 p.

et s'effritent sous les effets d'un *grand renversement*<sup>13</sup>. Puis, dans un second temps, ayant tracé ce cadre ou plutôt ce système de contraintes, nous traiterons des modalités de la crise quant au fonctionnement des institutions de microfinance et de leurs capacités, variables, d'y faire face dans différents contextes.

### **Au cœur de la microfinance contemporaine, des logiques antithétiques nées des échecs passés**

À partir des années 1980, la microfinance a été un vecteur fort de la croyance en la capacité de ceux désignés comme “ pauvres ” (selon une définition économique) de se doter de moyens autonomes de vivre en développant des activités génératrices de revenus. Le modèle en était un travail indépendant via l'essor de micro entreprises. Conçue très souvent à travers le seul microcrédit à court terme pour le financement de micro-entrepreneurs, la microfinance a ainsi été présentée comme une façon pour chacun de compter sur ses propres forces grâce à des ressources procurées essentiellement à travers le marché. Peu importe à ce niveau que la réalité puisse s'éloigner assez largement de ce système de croyances. De ce point de vue, la foi dans les vertus supposées du microcrédit s'apparente dans sa naïveté à la croyance dans les années 1960 aux bienfaits des communes populaires chinoises<sup>14</sup>, ou pour certains dans les années trente à celles des sovkoz et de kolkoz soviétiques<sup>15</sup> apportant enfin un prétendu bien être attendu par l'Humanité. Avec le microcrédit l'accent par exemple a été souvent placé sur la création d'activités par des personnes à la recherche d'un emploi. Or, il convient de distinguer très nettement le Nord du Sud. Dans le premier cas, le

---

13 Nous avons proposé dans *Le Temps* (29 septembre 2008, “ De l'échec du néolibéralisme au grand retournement ) et *Alternatives économiques* (“ Le grand retournement ” n°275 décembre 2008) de retraduire “ transformation ” par “ retournement ”. Voir en ce sens les indications de Louis Dumont à propos du terme allemand *Umwandlung* dans sa préface à la traduction française de *La Grande Transformation* (Paris, Gallimard, 1983 p. I-II). Nous suggérons aujourd'hui l'expression “ grand renversement ” pour signifier la nécessité largement exprimée de mettre à bas un certain nombre de croyances tenues pour certitudes sur l'auto-régulation des marchés et l'inversion progressive (et très insuffisante encore) de la subordination public / privé.

14 Le lieu emblématique en était Dazhai", petit village situé dans la province chinoise du Shanxi, à 45 kilomètres de la ville de Yangquan, devenu une “ brigade de production ” avec la création des communes populaires en 1958 et à partir de 1966, une “ brigade modèle ” donnée en exemple à toute la Chine et visitée chaque année par des milliers de personnes. Roderick LEMONDE MACFARQUHAR *The Hundred Flowers Campaign and the Chinese Intellectuals*, New York, Praeger, 1960 p . 108 montre ces paysans chinois n'osant pas dire la vérité à Mao en visite dans leurs villages. Nous remercions Thierry Pairault pour cette référence.

15 D'où la citation en exergue de cette contribution...

microcrédit fait partie des politiques pour l'emploi et de lutte contre le chômage en encourageant l'auto-emploi. En revanche, dans la plupart des pays en développement, il est pour l'essentiel un mode de financement de personnes déjà engagées dans les activités dites "informelles". Notons ici que ces prêts se surajoutent bien souvent au panel des financements informels<sup>16</sup>. Ceci tend alors à favoriser le surendettement des populations. Généralement les institutions de microfinance du Sud n'acceptent comme clients que ceux faisant la preuve effective d'une activité productive. Il s'agit donc exceptionnellement de la création d'activités nouvelles par des chômeurs, sauf à considérer les micro-entrepreneurs informels comme des chômeurs déguisés. Soulignons ici qu'à travers le microcrédit est engagée aussi une politique tendant à normaliser toutes les activités productives selon les normes de l'économie capitaliste<sup>17</sup> et d'éradiquer les spécificités des économies non salariales analysées par A. Tchayanoff dans les années 1920 à propos des paysanneries et de l'artisanat<sup>18</sup>. Les logiques de l'intérêt personnel véhiculé généralement par le microcrédit<sup>19</sup> doivent réguler les économies au détriment des formes de solidarité et de protection qui peuvent encore prévaloir.

Mais cette éradication de formes de protection et de solidarité est partielle, l'essor du microcrédit a pu s'appuyer depuis les années 1980 sur ce que l'on peut désigner comme un double mouvement, pouvant apparaître comme un compromis.

. Le premier visage de ce mouvement a été celui de la logique générale dominante du néolibéralisme, que nous venons de relever et qui réduit chaque acteur en une somme de fonctions économiques. Selon ce modèle, les autres types de liens sociaux devaient être mobilisés à des fins d'échange et de production. Devait être éradiqué tout ce qui ne visait pas

---

<sup>16</sup> Guerin, Morvant-Roux, Servet, *in* : Handbook. A paraître

<sup>17</sup> Eveline BAUMAN, 2003, "Micro-finance et pluralité des normes. Réflexions à partir d'expériences ouest-africaines", *in* : B. HOURS, M. SELIM (ed.), *Solidarité et compétences. Idéologies et pratiques*, Paris, L'Harmattan, Collection Travail et Mondialisation, pp. 137-165 ; 2003, "Au-delà des performances économiques : Microfinance et généralisation du marché en Afrique de l'Ouest", *Dialogue*, n° 32, juin, pp. 13-31.

<sup>18</sup> TCHAYANOFF, [1924] *op. cit.*

<sup>19</sup> Le plus grand nombre de projets financés sont des micro entreprises individuelles alors que les formes coopératives ne sont pas encouragées. On doit aussi noter que lorsque les institutions de microfinance de premier niveau financent à un second niveau des institutions coopératives ou mutualistes qui financent à leur tour des micro-entrepreneurs la pression est forte pour que ces coopératives développent des formes différenciées et individualisées de prêt et s'éloignent de leur clientèle de base constituée par les coopérateurs. L'exemple du Mexique est de ce point de vue éloquent, notamment son programme public Patmir II.

directement à cet objectif. Devaient ainsi émerger des unités productives de biens et services autonomisées des logiques de protection et de solidarité familiale.

. L'autre visage du mouvement est celui de la solidarité propre à l'économie sociale et solidaire active dans certains modes d'organisation des systèmes de microfinance. La solidarité apparaît à des degrés divers au fil de la chaîne de production des services financiers<sup>20</sup>.

Avec la commercialisation croissante des services microfinanciers et des institutions devenues de plus en plus des enjeux de placements à but lucratif est née une tension croissante entre ces deux facettes du rôle des institutions produisant ce type de services, qui représenterait une marchandisation pacifiée de la solidarité. Une première vague de placements en microfinance avait eu un mobile social, humanitaire ou caritatif ; l'illustre la SIDI créée en France à l'initiative du Comité catholique contre la faim et pour le développement, ou Oikocredit en lien avec le Conseil œcuménique des Églises. Dans cette démarche de responsabilité sociétale, on peut inclure ProFund mis en place par Accion, Fundes (The Foundation for Sustainable Development) et Calmeadow<sup>21</sup>. Les souscriptions à des fonds étaient associatives ou militantes. La deuxième vague d'investissements a été celle des institutions financières internationales (multilatérales comme la SFI du groupe de la Banque mondiale) ou issue des coopérations nationales comme KfW allemande, l'AFD française ou le FMO néerlandais. La troisième vague qui précède l'entrée plus récente dans le secteur des banques commerciales (la première a été Citigroup), est celle de fonds spécialisés à destination du Sud et de l'Europe orientale. Les plus connus sont d'origine suisse : Dexia Microfinance (1998) géré par Blue Orchard et Responsibility Global Microfinance Fund (en lien avec le Crédit suisse) ; à signaler aussi SNS Microfinance Fund d'origine néerlandaise. En Europe des États comme les Pays-Bas, le Luxembourg et la Suisse ont créé des conditions institutionnelles financières favorables à cette expansion. Pour ce qui est de ces financements à but lucratif, la recherche d'une diversification des portefeuilles a conduit à ce que un intérêt croissant leur soit porté. Il a été conseillé que ces placements ne dépassent pas 5% du portefeuille et que ceux-ci soient composites pour limiter les risques en les dispersant. Les placements internationaux en microfinance, sous la forme de prêts ou de participations au capital (*equity*) des institutions de microfinance, ont triplé entre 2004 et 2006 et se sont accrus jusqu'en 2008 à un rythme supérieur à 25 % par an. Le montant

<sup>20</sup> Morvant Roux, Servet, Souleyman, à paraître 2009.

<sup>21</sup> Les origines d'Accion sont en 1961 celles du volontariat d'étudiants des Etats-Unis dans des bidonvilles de Caracas. Celles de Fundes en 1984 sont une initiative de S. Schmidheiny (fondateur du World Business Council for Sustainable Développement et de l'archevêque de Panama, Marcos McGrath. Calmeadow naît au Canada en 1963 comme une ONG fondée sur des principes de charité.



d'actifs serait passé de 4 milliards de dollars en 2006 à 7 milliards en 2008 répartis dans 104 fonds, auxquels il convient d'ajouter des interventions des grandes banques commerciales et celles des investisseurs institutionnels. Chacune de ces vagues de placements en microfinance se sont additionnées au fil du temps.

D'une certaine façon l'attribution en 2006 du prix Nobel de la Paix à M Yunus et à la Grameen Bank puis en 2007 la vente des actions de Compartamos S A<sup>22</sup> ont constitué deux événements emblématiquement opposés. Ils expriment cette tension entre ce qui a pu être pensé comme un fait positif d'un côté et vécu comme négatif de l'autre, alors que cette opposition trop souvent caricaturale cache des situations, chacune beaucoup plus complexe<sup>23</sup> où les " bons " et les " mauvais " ne sont sans doute placés comme on l'on croit spontanément.

Comment s'est constitué le système de croyances qui entourent aujourd'hui la microfinance ? Le diagnostic initial commun au néo-libéralisme et à la solidarité justifiant la microfinance a été un consensus apparent sur l'échec des interventions publiques. Un grand nombre de banques de développement ont dû fermer dans les années 1980. Elles ne pouvaient pas répondre aux injonctions de rentabilité qu'ils leur étaient subitement imposées, alors qu'elles avaient été mises en place quinze ou vingt ans plus tôt pour diffuser des innovations et que le financement en était un support à côté d'appuis techniques.

En fait les projets de microfinance sont apparus ensuite grâce à un appui considérable d'interventions publiques ou de ressources privées procurées par des fondations et des organisations civiles qui ont été elles-mêmes le plus souvent soit approvisionnées par des ressources publiques, soit par des avantages fiscaux consentis par les Etats pour ce type d'organisation et pour ceux qui les soutiennent. Mais le discours était celui d'un objectif d'autonomie financière à terme rapproché pour ces institutions financières nouvelles. L'objectif de rentabilité était confondu avec la réalité.

---

22 Ce débat est résumé dans Servet 2009 [à paraître], " La responsabilité sociale des institutions de microfinance dans le contexte de leur commercialisation ", Contribution aux *Journées scientifiques du Réseau Entrepreneuriat / AUF*, Université du Québec à Trois-Rivières, Québec 27-29 mai 2009.

23 Robert CULL, Asli DEMIRGÜÇ-KUNT, Jonathan MORDUCH, 2008, " Microfinance Meets the Market ", [forthcoming *Journal of Economic Perspectives*] *Policy Research Working Paper* n°4630, The World Bank Development Research Group, Finance and Private Team, May 2008, 38 p. montrent que la forme juridique est insuffisante pour présumer des logiques solidaires comme celles à but lucratif, profitables ou non. Voir ci dessous note 27. Voir l'illustration à travers le cas de Cerudeb en Ouganda dans Servet 2006.

Les banques de développement avaient privilégié des interventions de la puissance publique nationale en s'appuyant sur des coopérations techniques davantage que sur des logiques financières ; leurs origines étaient bien souvent celle d'un combat contre les commerçants prêteurs privés qui s'étaient enrichis aux dépens des paysans dans les phases antérieures des relations coloniales. Rares sont les institutions qui, comme la BRI en Indonésie (une ancienne banque coloniale qui avait été mutée en banque de développement...), la Banque agraire de Mongolie (devenue XAAH), la BAAC en Thaïlande ou CAR aux Philippines, ont été de banque de développement transformées en institution offrant des services de microfinance. Le Guatemala offre l'exemple de la restructuration réussie du Banco Nacional de Desarrollo Agrícola (Bandesa, banque publique de développement agricole) en une société d'économie mixte, Banrural SA, dont 30% du capital est resté entre les mains de l'Etat alors que 20% appartient au mouvement coopératif et 20% aux organisations paysannes<sup>24</sup>. Ces exemples sont exceptionnels tant a prévalu une volonté de faire table rase pour mettre fin à des collusions politiques. Ainsi des ong et des projets de coopération internationale se sont transformés en banque comme Compartamos et de Financiera Independencia au Mexique, Equity au Kenya ou AMRET au Cambodge. L'élément déclencheur de cette transformation de projets ou d'ong distribuant des crédits a souvent été la recherche par les projets et les organisations non gouvernementales d'une plus grande sécurité, viabilité et autonomie en captant l'épargne de déposants, sans se doter d'une structure coopérative ou mutualiste. Puis est venue, pour renforcer plus encore l'établissement, la volonté (généralement encouragée par les coopérations internationales et les autorités nationales de régulation et d'encadrement) de massifier l'offre de services financiers, bien souvent en privilégiant le crédit. Cela a conduit à une perte de spécificité des institutions ainsi créées et l'abandon par exemple de l'appui à des activités agricoles voire d'implantations rurales jugées de moins en moins rentables<sup>25</sup>. Certains sont devenus des établissements banalisés cherchant à accroître leurs marges au bénéfice de leurs actionnaires ou pour rémunérer les bailleurs privés. La différence ne réside plus alors que dans l'exotisme des implantations et des clientèles, bien souvent sur médiatisé pour le besoin de la mise en exergue de *success stories*.

Mais, la résistance des sociétés a été forte face aux électrochocs néo-libéraux (qui n'ont pu se réaliser que grâce à des interventions étatiques les imposant par des politiques autoritaires faisant de l'efficacité du marché un dogme justifiant l'absence de débats et du respect des droits des minorités).

---

24 Voir la contribution de Carolina Trivelli et Hildegardi Venero dans le *Rapport Exclusion et liens financiers 2009* sous direction de Solène Morvant-Roux (Paris, Economica, à paraître).

25 Guerin, Morvant-Roux, Servet à paraître dans *Mondes en développement* 2009.

Si l'on établit des comparaisons intra nationales et plus encore internationales, on constate qu'aucun des principes d'intégration économique du marché, de la redistribution et la réciprocité<sup>26</sup> n'est absent dans le fonctionnement des institutions de microfinance, même lorsque l'on évoque la commercialisation de leurs activités<sup>27</sup>. L'articulation des trois principes, auquel il convient ici d'ajouter le principe de partage domestique, assure le fonctionnement des institutions de microfinance. De fait, l'objectif imparti de " lutter contre la pauvreté " par une génération de revenus additionnels implique le domestique, à travers les unités familiales de production et d'échange qui sont des destinataires finals des produits et services, qui pourvoient à la main d'œuvre et qui offrent l'autre fraction indispensable du financement des activités. En raison d'une mise en avant de pratiques solidaires par exemple dans des groupes de caution solidaire ou dans des crédits individuels exigeant des cautions personnelles, des formes de réciprocité ont dû être mobilisées. Toutefois, bien souvent, celle-ci (au sens d'une interdépendance volontaire intégrant les conséquences des activités) est beaucoup plus faible qu'on ne l'imagine<sup>28</sup>. Ce sont alors des mécanismes de protection, et donc de redistribution, qui sont en réalité actifs. Enfin, les relations privilégiées en microfinance s'appuient fortement sur des logiques marchandes : ceci va du type d'unités productrices qui sont ainsi soutenues, directement (avec le microcrédit individuel ou selon le type d'intérêt effectivement en jeu dans les groupes de caution solidaire, à des micro ou petites unités de production) ou indirectement (dans le cas d'appui via des coopératives ou formes associatives ou mutualistes), aux modèles imposés par les coopérations multilatérales et bilatérales lorsqu'elles mettent l'accent sur l'essor d'organisations financièrement " viables " et " autonomes ". À la base, pour rembourser les prêts, épargner, s'assurer, etc., des revenus monétarisés provenant de la vente de biens et services sont nécessaires. Au sommet, même les agences publiques de coopération et leurs branches financières mettent en place des simulacres de marché en intervenant via des placements dans ce secteur en

---

26 Pour une définition de la réciprocité à partir de l'appréhension de ce principe d'intégration économique voir, SERVET 2007, " Le principe de réciprocité chez Karl Polanyi, Une contribution à la définition de l'économie solidaire ", revue *Tiers Monde* n°190, avril-juin, numéro Économie solidaire : Des initiatives locales à l'action publique, p. 255-273. et la thèse d'Isabelle Hillenkamp (*Formes d'intégration de l'économie dans les démocraties de marché : une théorie substantive à partir de l'étude du mouvement d'économie solidaire dans la ville d'El Alto (Bolivie)*), IHEID/Genève, 2009 et celle en cours d'Hadrien Saiag en Argentine (IHEID Genève/université Paris Dauphine).

27 Robert CULL, Asli DEMIRGÜÇ-KUNT, Jonathan MORDUCH, 2008, " Microfinance Meets the Market ", [forthcoming *Journal of Economic Perspectives*] *Policy Research Working Paper* n°4630, The World Bank Development Research Group, Finance and Private Team, May 2008, p. 11, 19, 20 montrent que la majorité des institutions de microfinance ont encore une forme juridique d'organisations de la société civile et non de banques et qu'un faible nombre fait l'objet de placements à but lucratif par exemple. Remarquons ici que c'est moins la forme juridique qui compte que la gestion d'un projet et ses ambitions effectives (au-delà des discours plus ou moins généreux) pour déterminer le degré de solidarité d'un projet (voir Morvant, Servet, Souleyman 2009).

28 Morvant-Roux, Servet, Soulama, 2009 à paraître.

croissance (Emmanuel de Lutzet *et alii* 2009). Ces soutiens sont masqués et les autorités publiques se voient confier le rôle à la fois essentiel, mais très limité, de fixer le cadre permettant le fonctionnement du privé. Ce schéma peut ainsi apparaître comme une sorte de compromis entre d'un côté des engagements initiaux de nombreux acteurs de terrain, participatifs et mutualistes, émancipateurs, voire révolutionnaires<sup>29</sup>, et de l'autre les idéologies néo-libérales qui, à partir des années 1980, ont progressivement dominé les relations internationales et les politiques publiques.

Mais les deux logiques, s'appuyant l'une sur la domination du principe de marché, l'autre sur celle du principe de réciprocité, sont antithétiques. D'où des tensions de plus en plus vives entre les logiques se traduisant par :

- . d'une part la commercialisation renforcée des services de microfinance dans le cadre d'institutions formellement ou de fait à but lucratif,
- . et de l'autre sa critique par le mouvement porté par des organisations de la société civile ayant mobilisé des programmes de microfinance pour des objectifs humanitaires et sociaux.

### **La crise et ses implications directes pour les institutions et pour le secteur de la microfinance**

Ce cadre sous-jacent aux débats idéologiques en microfinance étant dressé, revenons à la situation de crise d'une certaine façon subie par les institutions de microfinance mais aussi qui peuvent contribuer à la propagation de la crise.

Une première approche se situe à l'échelle de chaque organisation pour étudier sa capacité de résistance aux chocs, dépendante de son contexte d'intervention et de ses formes d'organisation. Une autre approche privilégie le secteur lui-même compte tenu des

---

<sup>29</sup> On peut prendre ici l'exemple d'ASA au Bangladesh qui avant de devenir une dynamique institution de microcrédit trouve ses racines dans un mouvement armé de type maoïste. De même au plan personnel on observe des retournements idéologiques brusques sans continuité évidente sauf celle de rechercher une parcelle de pouvoir, hier rêvée dans l'extrême gauche qui devait figurer un avenir radieux ; il y a quelques semaines encore dans la mystique des marchés auto-régulateurs. Ainsi tel économiste néolibéral parmi les plus médiatisés de l'IHEID était-il vers 1970 un fervent militant lambertiste de l'Organisation Communiste International... et prône-t-il aujourd'hui certaines vertus de Keynes après avoir professé de façon dogmatique et sectaire le " tout marché ".

particularités des institutions de microfinance par rapport aux autres institutions de financement<sup>30</sup>.

1. La réponse à l'échelle d'une institution doit tenir compte de ses capacités particulières de résister aux chocs de la crise dans l'ensemble de ses dimensions.

Le premier facteur de résistance à interroger est celui des différents modèles institutionnels du microcrédit. Les modèles de groupes solidaires type *village banking* FINCA, Grameen Bank I ou de *self help groups*<sup>31</sup> offrent *a priori* plus de capacités de résistance que ceux de prêts individuels puisque les crédits des premiers sont garantis collectivement par les emprunteurs. Ceci n'est vrai que si le taux de défaillance des emprunteurs reste faible et tant que les autres emprunteurs d'un groupe ont intérêt à continuer à emprunter parce que leurs activités le justifient. Ceux-ci remplissent alors leurs obligations de solidarité car ils veulent continuer à bénéficier de prêts dans des cycles futurs d'emprunt. Mais si le taux de défaillances s'accroît fortement, la capacité pour les autres membres du groupe d'absorber les défaillances de certains membres s'érousse. Il est alors de plus en plus probable que la solidarité joue à l'inverse dans un refus collectif de remboursement. Dans ce cas, les pertes deviennent beaucoup plus importantes pour l'institution qu'avec des prêts individuels. Les institutions peuvent avoir intérêt pour contrer ce mouvement à accepter de restructurer les prêts ou à étaler sur une période plus longue les remboursements.

De même les institutions qui pratiquent des taux d'intérêt élevés (en comparaison des marges commerciales dégagées) diminuent les capacités de remboursement de leurs débiteurs et le modèle peut en phase de crise trouver une limite. Les institutions auraient alors avantage, quand elles le peuvent, à diminuer leurs marges (qui servent à rémunérer les apporteurs de fonds), à étendre le champ d'actions de l'institution ou à se diversifier notamment par des services nouveaux ou des prêts de montant plus élevé.

Prenons l'exemple de deux institutions de microfinance d'Afrique de l'Ouest occupant un poids important dans chacun de leur pays : au Bénin la FECECAM (plus de 500.000 membres) et au Mali Kafo Jiginew (environ 250 000 sociétaires). On doit remarquer que la crise intervient alors que chacune d'entre elles est déjà fragile<sup>32</sup>. Pour la FECECAM les taux

---

<sup>30</sup> Nous remercions pour leur contribution à cette réflexion les étudiants de la promotion VI du Master professionnel en Développement durable et Organisations de l'université Paris Dauphine (mars 2009).

<sup>31</sup> L'analyse de leur distinction est développée dans Servet 2006.

<sup>32</sup> Alpha OUEÛDRAOGO, Dominique GENTIL (ed.), 2008, *La microfinance en Afrique de l'Ouest : histoires et innovations*, Paris, KARTHAL, 2008.

d'impayés sont élevés depuis 1997. Et Kafo Jiginew au Mali connaît des difficultés liées notamment à une stratégie d'expansion alors que le marché se retournait. Ailleurs en Afrique, pour le Caped par exemple au Congo populaire (dit Brazzaville) est dénoncée une mauvaise gestion faisant que les pertes n'étaient provisionnées qu'au bout de deux années d'impayés, voire ne l'étaient pas du tout. À Madagascar, les intervenants anciens du secteur, coopératifs et mutualistes, en particulier se trouvent confrontés depuis deux ans (et une nouvelle réglementation) à la concurrence de nouveaux acteurs à but lucratif, qui écument les parties les plus rentables du marché en restructurant les prêts des clients et en captant les employés par des propositions de meilleures conditions de rémunération notamment<sup>33</sup>.

Les secteurs de production sont diversement immédiatement touchés par la crise et selon la diversification des clientèles les institutions de microfinance sont plus ou moins atteintes : ainsi on retrouve les difficultés de la FECECAM et de Kafo Jiginew fortement liées à la culture du coton dans leurs zones respectives d'implantation. Autre exemple de l'autre côté de l'Atlantique, les emprunteurs d'ODEF (*Organización de Desarrollo Empresarial Femenino*) au Honduras sont affectés parce qu'ils sont des micro et des petits entrepreneurs dont la clientèle est elle-même constituée principalement de salariés des usines d'assemblage sous traitantes d'entreprises des Etats-Unis. Par contre, les MUCODES du Congo Brazzaville, dont 80 % des clients sont fonctionnaires, sont beaucoup moins touchés, tant que la baisse des cours du pétrole exporté n'affecte pas trop la capacité de l'État de les rémunérer.

Outre la diminution des taux de remboursement, l'affaissement du volume des activités locales de production et d'échange peut entraîner la baisse du besoin de prêts. Dans ce cas l'institution de microfinance voit baisser l'encours de crédits à ses clients. La diminution de son volume d'activités réduit ses marges. Ceci peut induire la nécessité pour cette institution de se séparer de collaborateurs devenus surnuméraires, à moins qu'elle puisse, grâce à ses réserves, temporairement absorber ses pertes en espérant une prochaine reprise de la demande de prêts et de ses activités. La diversification des services offerts (au-delà de l'offre de prêts et de réception de dépôts) est aussi un facteur de résistance important pour une institution. Une activité peut compenser une autre.

La capacité de résistance à la crise tient aussi pour une organisation de microcrédit à celle de pouvoir encore capter de façon endogène des fonds à prêter. Ceci peut en diminuer le coût, pour autant que la récession n'entraîne ni une diminution forte des dépôts et de la demande

---

33 Haingotiana Elisah RAJAONIMARIA, *L'exclusion financière et l'influence des nouveaux acteurs dans le secteur de la microfinance à Madagascar*, Mémoire Master en études du développement, IHEID, Genève, Février 2009. On doit noter un laisser-faire des autorités qui ne sont pas intervenues pour contraindre à une répartition géographique des institutions.

de prêts, ni une augmentation considérable des impayés. Outre les pertes, cela laisserait l'institution surdimensionnée (techniquement et humainement) par rapport à un volume d'activités diminué. La crise dans le Sud Est asiatique à la fin des années 1990 a montré que les institutions coopératives ou non<sup>34</sup>, qui captent effectivement de l'épargne résistent mieux, puisqu'elles ne subissent pas le *credit crunch*. La mobilisation d'une épargne interne des clients ou des associés donne des ressources propres non dépendantes. Toutefois, il ne suffit pas qu'elles aient la capacité légale de collecter l'épargne. Encore faut-il qu'elles s'y livrent effectivement. Les institutions qui ont emprunté des fonds sur les marchés internationaux de capitaux en devises dites "fortes" (euro ou dollar) pour les prêter et dont les pays connaissent une détérioration de leur taux de change<sup>35</sup> subissent aussi des coûts croissants pouvant mettre en péril leur devenir. Les autorités publiques sont là encore plus ou moins à même de les soutenir par de nouveaux prêts à taux privilégiés. On constate par exemple au Mexique que Compartamos (la première institution de microfinance au Mexique par le nombre de clients, plus d'un million fin 2008), qui avait délaissé les financements publics, s'est à nouveau tourné vers cette opportunité depuis l'automne 2008. Les institutions qui présentent un historique plus long de bonnes relations sont ici favorisées en comparaison des institutions bénéficiant d'une réputation moindre.

Une institution peut aussi se trouver en difficulté, pour celles qui captent plus d'épargne qu'elles ne consentent à des prêts<sup>36</sup>, si ces dépôts ont fait l'objet de placements spéculatifs sur les marchés internationaux de capitaux... pour jouer sur les différentiels de taux d'intérêt ou de change.

Tous les acteurs du secteur de la microfinance n'ont pas pleinement pris conscience de la profondeur de la crise et de sa durée probable, pour être en position d'anticiper parfaitement les évolutions profondes<sup>37</sup>. Les illusions sont fortes quant à la capacité de résistance à cette crise, principalement parce qu'elle est trop souvent pensée ou espérée comme passagère, et non comme l'échec d'un modèle économique et idéologique, se traduisant par des jeux spéculatifs et le surendettement.

---

34 Comme la BRI ou comme Basix en Inde à travers KBJ.

35 La crise provoque un renforcement du dollar, du yen et de l'euro face aux monnaies de pays de plus faible dimension financière et économique. Il est significatif que les premières interventions du FMI depuis l'automne 2008 ne concernent pas seulement un pays en développement comme le Pakistan, mais aussi l'Islande, la Hongrie, la Lettonie, l'Ukraine ou la Biélorussie. Cela tient aux recentrages d'activités de multinationales et de retraits de placements dans les marchés financiers du Sud (pour répondre au tarissement de liquidités), mais aussi à ce que des pays, notamment en développement, tentent de se sortir de la récession par une politique de dévaluation compétitive, et au delà de celle-ci une déflation salariale, qui en se généralisant ne peut qu'accentuer à terme la récession pour tous.

36 C'est le cas d'organisations fortement implantées en zones rurales où les opportunités économiques sont limitées et la demande de sécurité (*via* l'épargne) est élevée.

37 Voir les informations Sommet micro crédit printemps 2008 et CGAP échanges décembre 2008.

Certains pays ont connu au cours d'un passé relativement récent une crise financière<sup>38</sup> et les organisations microfinancières ont su la dépasser : la Bolivie entre 1999 et 2001 avec une crise des organisations de crédit populaire à la consommation provoquant un surendettement massif des clients ; les pays du Sud-Est asiatique après la crise enclenchée en 1997 ; l'Équateur en 1998-1999 notamment<sup>39</sup>.

Certains mouvements sociaux sont aussi à l'origine dans certaines zones de troubles publics ayant rendu difficiles les opérations commerciales les plus courantes et les déplacements. Ainsi pendant plusieurs mois en 2006 à la suite de l'occupation du centre de la ville d'Oaxaca au sud-ouest du Mexique par des fonctionnaires revendiquant auprès du gouverneur une augmentation de salaires. De même à Madagascar où une crise politique a bloqué l'île pendant plus de six mois en 2002 et à partir de l'hiver 2008-2009. Les institutions de microfinance ont dû s'organiser pour survivre dans ces contextes. Une des institutions les plus importantes du secteur, la BRI d'Indonésie, n'a-t-elle pas survécu en 1997 à la crise financière asiatique, en décembre 2004 au Tsunami, à des tremblements de terre en mars 2005, mai 2006 et juillet 2006, à un Tsunami de plus faible ampleur, puis à des tornades ?

Certains<sup>40</sup> peuvent donc diffuser l'idée que la microfinance connaîtra des déficiences et des problèmes mais que les institutions pourront plus ou moins rapidement les surmonter car les populations s'adapteront au contexte nouveau de la crise<sup>41</sup>. Toutefois, face à une crise plus généralisée, plus profonde et plus longue, sans initiative forte, la survie de nombreuses institutions paraît compromise.

2. Dépassons donc le niveau des organisations. Situons nous maintenant à celui de l'ensemble du secteur financier dont les institutions de microfinance constituent quelques éléments d'un puzzle plus vaste et plus complexe. À la base de la financiarisation généralisée<sup>42</sup>, le microcrédit diffusé sur toute la planète contribue à son échelle à l'économie

38 Pour ce qui est des crises passées ayant spécifiquement atteint une institution, il est possible de se référer aux exemples de : Finansol en Colombie (1996, voir les travaux de Marc Labie 1998), du PPCR au Burkina Faso en 1997, du Crédit mutuel de Guinée en 1998 ou de Taïmako au Niger en 2000.

39 Les exemples du Mexique en 1994 et de l'Argentine en 1998-2002 sont ceux de crises financières dans une période où les institutions de microcrédit n'étaient pas développées dans ces pays. Nous avons analysé les mécanismes de construction de la confiance dans la monnaie dans SERVET, 1998, *L'euro au quotidien, une question de confiance*, Desclée de Brouwer, 157 p. Voir aussi Philippe BERNOUX, J.-M. SERVET, (ed.) 1997, *La construction sociale de la confiance*, Paris : AEF/Montchrestien, 486 p.

40 Plus encore s'ils sont imbus de préjugés néo-libéraux faisant de la régulation de la société par les marchés la forme supérieure et quasi ultime de l'organisation sociale. Sans compter ceux (parfois les mêmes) qui s'illusionnent sur la nécessité de relancer la confiance par des discours optimistes... parce qu'ils ne pensent pas la crise comme celle d'un régime d'accumulation et d'un mode d'organisation des rapports d'échange et de production.

41 Voir ici les mécanismes de construction de la confiance, projet AEF-CDC 1994-1998.



d'endettement généralisé nécessaire pour répondre à l'appauvrissement relatif et aux déséquilibres du rapport capital/travail<sup>43</sup>. Au sommet les placements en microfinance participent à l'économie de spéculation planétarisée. C'est à ces différents niveaux que la microfinance est partie prenante des problèmes posés par la crise et, à son échelle, elle les alimente.

D'un point de vue global, la crise a éclaté parce que les exigences de la financiarisation<sup>44</sup> avaient atteint des niveaux incompatibles avec les surplus réels dégagés. Autrement dit les régimes d'accumulation alimentant des inégalités croissantes dans le partage capital- travail n'étaient plus supportables au sens où ils n'étaient plus compatibles avec les contraintes d'une reproduction équilibrée des systèmes de production, d'échange et de financement<sup>45</sup>. La croissance même des inégalités dans la répartition à l'intérieur des pays rend difficile un recentrage sur la consommation intérieure des productions développées jusque là pour l'exportation.

La difficulté, exceptionnellement contournable du financement de l'agriculture par des institutions privées comme par des institutions publiques soumises à des contraintes fortes d'intégration des coûts de marché en étant rentables, est que les marges dégagées par des activités agricoles ou d'élevage sont généralement très inférieures aux taux d'intérêt imposés par les marchés de capitaux<sup>46</sup>. Il est possible de rappeler ici quelques éléments qui accroissent

---

42 SERVET 2006 *Banquiers*, et (2009) " La microfinance en milieu rural et pour l'agriculture dans un contexte de financiarisation globalisée ", in : Solène ROUX-MORVANT, (ed.) *Rapport Exclusion et liens financiers 2009*, Paris, Economica [à paraître].

43 La démonstration faite à propos des pays de l'OCDE dans International Labour Organization, International Institute for Labour Studies, *The Financial and Economic Crisis : A Decent Work Response*, Geneva, ILO, 2009, p. 3, 5, 13, 42-43 doit être généralisée. Pour saisir ce mouvement, il convient de tenir compte non seulement du niveau d'endettement mais surtout du mouvement d'accroissement de cet endettement.

44 Voir la définition donnée dans SERVET, 2006 *Banquiers aux pieds nus*.

45 Ce qui a souvent été stigmatisé comme une expansion de l'" économie de marché " est dans son essence un multiplication des rentes notamment procurées par des droits de propriété accrus et étendus, ce qui a permis un drainage de ressources et *in fine* une explosion des inégalités. Les dernières décennies ont été marquées par des ponctions croissantes du secteur financier enclenchant une croissance des inégalités entre les patrimoines et entre les revenus. De nombreux leaders politiques parlent aujourd'hui de reconstruire un " capitalisme moral ". Le capitalisme a pour nécessité l'accumulation du capital. Son expansion s'est faite en combattant les morales religieuses, communautaires, socialistes, humanistes, etc. De ces points de vue, il n'est pas amoral mais immoral et sauf compromission elles s'y opposent. Quant à ses fondements, elle est celle d'une logique de *previous accumulation* [" accumulation préalable "] particulièrement brutale comme l'ont montré les enclosures en Écosse pour produire de la laine vendue aux fabriques flamandes, l'utilisation d'esclaves ou de quasi esclaves dans les colonies pour produire le sucre, extraire les minerais, etc. ou la destruction de l'artisanat textile indien. Sans doute voudrait-on mettre à son actif des " progrès " matériels et culturels dans les modes de vie depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, mais c'est oublier que ces " avancées " sont en grande partie le fait de ceux qui s'opposaient aux intérêts dominants du capitalisme en actualisant des droits anciens ou en en revendiquant de nouveaux comme par exemple la scolarisation des enfants mettant fin à leur utilisation comme forces productives.

46 François Doligez et Betty Wampfler dressent un inventaire d'obstacles l'expliquant dans une contribution au *Rapport Exclusion et liens financiers 2009* sous direction de Solène Morvant-Roux (Paris, Economica, à

les coûts de transaction : fréquente dispersion en zone rurale des populations aux revenus et capital restreints, ce qui limite les garanties possibles ; faible montant moyen des opérations, peu de personnes compétentes pouvant prendre en charge une partie des opérations ; et, dans certains cas, insécurité pour les personnes et pour les biens. Dans les milieux de la microfinance prévaut une assez forte illusion sur les gains potentiels d'une massification de la prestation pour réduire les coûts de distribution. Une large fraction des coûts en microfinance sont des coûts de main d'œuvre des relations avec la clientèle. Or ces coûts varient avec le nombre de clients. Il est souvent difficile d'innover en la matière. Un niveau optimum de 2000 clients a été estimé pour certaines institutions<sup>47</sup>. Ce seuil est très inférieur aux dizaines de milliers et même aux centaines de milliers de clients des institutions de microfinance les plus médiatisées et les plus rentables. La solution la plus commune pour celles-ci a été en fait d'imposer une libération des taux d'intérêt. Or si des taux d'intérêt de 50 % et même de 100 % par an peuvent financer le capital circulant du petit commerce, de telles marges sont exceptionnelles dans les autres activités, en particulier pour l'agriculture (Morvant Roux 2009, Rapport Banque mondiale sur développement 2007). Compte tenu des coûts de production et de la faible rentabilité des activités, si des activités dégagent des surplus globaux inférieurs aux taux d'intérêt acquittés et si aucune action compensatrice n'est menée par subventionnement privé ou public des prêts, se produit un drainage des ressources du secteur agricole, et plus globalement des mondes ruraux vers le secteur financier. Sans doute certains feront remarquer que les "usuriers" traditionnels produisent le même effet. La situation est différente dans la mesure où ceux-ci participent généralement à l'économie locale (en termes de dépenses et d'emploi) alors que les revenus financiers des placements sont le plus souvent expatriés. Ceci n'engendre pas alors un essor économique des zones où les activités agricoles sont encore dominantes. Mais ce déséquilibre est vecteur d'appauvrissement cumulatif des zones concernées. Il en va de même de l'encouragement indirectement fait à une diversification des sources de revenus pour les familles paysannes en dehors de l'agriculture (petits commerces, activités de transport, etc.). Le microcrédit devient ainsi le vecteur d'un abandon de productions agricoles de base, et à terme globalement de l'insuffisance de celles-ci. On voit ici que la rationalité des actions individuelles, dont le microcrédit serait le vecteur pour rendre les systèmes économiques plus efficaces, ne conduit pas à une rationalité collective.

---

paraître 2009).

47 Adrian GONZALEZ, 2007, "Efficiency Drivers of Microfinance Institutions (MFIs) : The Case of Operating Costs", *MicroBanking Bulletin* 15, Autumn, p. 37-42 ; Robert CULL, Asli DEMIRGÜÇ-KUNT, Jonathan MORDUCH, 2008, "Microfinance Meets the Market", [forthcoming *Journal of Economic Perspectives*] *Policy Research Working Paper* n°4630, The World Bank Development Research Group, Finance and Private Team, May 2008, 38 p.

Pour contrecarrer cette tendance lourde, l'État ne peut pas se contenter de réglementer le secteur de la microfinance en définissant des statuts, en incitant à créer des centrales d'information pour prévenir le surendettement par exemple. Des interventions publiques (directes ou indirectes) à partir d'institutions aux statuts divers et à des niveaux variables sont nécessaires. Elles doivent permettre notamment de diversifier les interventions de la microfinance et d'étendre la gamme de ses services pour qu'ils soient mieux adaptés aux besoins des populations (qui ne se réduisent pas à des microcrédits à court terme). Ceci, afin de compenser les surcoûts déjà évoqués. Les clients, carencés en termes d'offres, ne devraient pas ainsi être contraints de se contenter de l'offre des institutions, même quand celle-ci se révèle fortement inadaptée.

Or, dans le champ de la microfinance comme dans d'autres, nombre de projets d'organisations de la société civile et l'agenda néo-libéral ont de fait été en partie liés. D'un côté les ong ont cru trouver dans les fondations privées les ressources leur permettant de réaliser leurs objectifs. De l'autre, pour les fondations et au-delà pour les entreprises construisant à travers celles-ci une image positive, les organisations de la société civile sont les vecteurs leur permettant de réaliser sur le terrain les objectifs sociétales qu'elles se donnent<sup>48</sup>. Les ressources des fondations sont procurées par les revenus de leurs placements boursiers et des ressources directement affectées par les entreprises dont les profits diminuent. La crise, qualifiée d'abord de financière<sup>49</sup>, alors qu'elle est déterminée par les limites d'un régime d'accumulation, puis la récession qui atteint les activités de production et d'échange (et leur dépression pour certaines d'entre elles) tendent ainsi à tarir les ressources privées des organisations de la société civile. Or les finances publiques seront de plus en plus incapables de les suppléer car :

- . d'une part les recettes publiques dépendent de l'activité économique elle-même (des revenus des entreprises et des particuliers) ;
- . et d'autre part les autorités publiques sont concentrées sur les solutions à une crise inadéquatement analysée comme un problème d'abord financier.

---

48 SERVET, 2007, "Au-delà du trou noir de la financiarisation", in : *Annuaire suisse de politique de développement*, Genève, IUED, vol. 26, n°2, p. 25-56. SERVET, 2009, "Responsabilité sociale versus performances sociales en microfinance", *Tiers Monde* (janv.-mars) n°197, p. 55-70.

49 De la même façon en 1974 on a parlé de " crise du pétrole ", ce qui évitait de poser la question des causes structurelles de la crise du modèle d'accumulation des économies capitalistes et de la place de nouveaux acteurs dans les rapports de force mondiaux.

L'approfondissement de la crise rend nécessaire l'appui au financement de l'indemnisation d'un chômage croissant, de politique dite de " relance " et d'appui aux entreprises en déficit, ce qui diminue d'autant les capacités publiques d'intervention pour financer l'innovation sociale et productive. C'est le régime d'accumulation qui a déterminé une détérioration de la rémunération du travail au bénéfice du capital (grâce aux processus de financiarisation) et, pour de larges fractions de la population dans de nombreux pays, la contrainte de compenser cette perte de pouvoir d'achat par un recours grandissant au crédit<sup>50</sup>. On doit noter ici que dans de nombreux pays en développement l'endettement des particuliers et des micro-entrepreneurs est très largement sous-estimé car en grande partie échappent à l'enregistrement statistique les dettes auprès des prêteurs privés en espèces et en nature et les multiples formes d'avances sur rémunération du travail et sur récoltes.

Comme les économies subissent les conséquences de leur surendettement passé, il est étonnant de proposer de relancer la production et les échanges par le crédit privé. Les formes dominantes de celui-ci sont aux racines mêmes de la crise. Elles ne peuvent donc pas la résoudre. C'est un peu comme si un médecin proposait à un alcoolique de se soigner en buvant davantage de vin.

Les modèles de microfinance qui privilégient le microcrédit au détriment des autres services financiers (parce que les institutions y sont réglementairement contraintes ou bien parce qu'elles en ont fait un choix stratégique pour massifier une offre très peu diversifiée) doivent se préparer à un accès aux ressources plus difficiles, et par conséquent à des difficultés de financement qui peuvent fortement les fragiliser.

La crise actuelle et le grand renversement idéologique qui l'accompagne (sous la forme manifeste d'un désir nouveau, et pour beaucoup inattendu, d'État par les citoyens) ne pourront que remettre en cause des formes d'intervention et d'organisation du microfinancement ayant voulu soumettre le collectif essentiellement à des logiques et des besoins privés.

Toutefois, la lecture néo-libérale n'a pas immédiatement disparu. Elle persiste, un peu à la manière des élégances de l'aristocratie française décrits par Hippolyte Taine montant aux échafauds de la Révolution par ordre de préséance de l'Ancien Régime. Selon la lecture néo-libérale, les activités informelles sont suffisamment déconnectées de l'économie salariale capitaliste (au sens où elles en seraient un refuge pour ceux qui ne pourraient pas trouver un emploi dans cette économie) que la microfinance devrait profiter de la crise pour gagner de

---

<sup>50</sup> International Labour Organization, International Institute for Labour Studies, *The Financial and Economic Crisis : A Decent Work Response*, Geneva, ILO, 2009, 54 p.

nouveaux clients parmi tous les appauvris de la crise. Ils trouveraient une issue à leurs problèmes dans la création d'activités informelles et la microfinance leur offrirait le complément de capacités financières pour développer ces micro-entreprises. Sans doute l'erreur est ici analogue à celle commise par ceux qui pensaient que la crise initiée aux Etats-Unis serait amortie par la résilience des BRIC (catégorie de fait hétérogène réunissant le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine)<sup>51</sup> qui deviendraient encore plus des nouveaux moteurs de la croissance mondiale supplantant une Amérique du Nord et une Europe vieillies. La régression du commerce mondial (situation inconnue depuis un quart de siècle) a vite constitué un démenti cinglant à ces illusions et montré que certains secteurs et régions des économies dites "émergentes" étaient plus atteintes que la moyenne des seniors du capitalisme. Le capitalisme n'a pas trouvé dans ces pays la voie de la résurrection naïvement attendue. Et les populations des pays aux revenus par tête les plus faibles se trouvent considérablement appauvries pas la crise (en Afrique particulièrement qui voit chuter notamment la demande par des entreprises chinoises et le départ brutal d'expatriés chinois).

La crise s'est traduite par un resserrement du crédit dû à un manque de liquidités et surtout de solvabilité. Il est difficile d'imaginer une réponse par des ressources locales venant suppléer les retraits d'apports extérieurs. La crise affecte localement et progressivement aussi les conditions de reproduction des systèmes de microfinance<sup>52</sup>.

. Du fait d'une récession des activités de production et d'échange locales dépendantes d'une demande externe (que ce soit par exemple la demande chinoise de coton en Afrique de l'Ouest, la sous-traitance textile chinoise au Cambodge, les usines états-uniennes d'assemblage au Mexique et en Amérique centrale ou encore le tourisme dans un grand nombre de pays)<sup>53</sup>.

---

51 Sur la crise au Sud voir les analyses de Philippe HUGON, 2009, "La crise du capitalisme financier mondial et sa contagion au second monde " émergent " et au Tiers Monde ", *Tiers Monde* n°197, janv.-mars 2009, p. 165-182 et de Pierre Salama, " Argentine, Brésil, Mexique, face à la crise ", p. 183-202. Le Rapport ILO 2009 *op. cit.* montre par exemple qu'en Inde au cours du seul dernier trimestre 2008 l'emploi a diminué de 3% dans les mines et les productions métallurgiques, le textile et la fabrication de vêtements, la bijouterie et la taille des pierres précieuses, la construction, les transports et les technologies de l'information.

52 Certains pays en développement ont des programmes qui apportent des ressources complémentaires aux budgets de familles à faibles ressources peuvent ainsi aussi contribuer à alimenter les flux financiers à un niveau local dont bénéficient les institutions de microfinance. On rencontre de tels programmes avec des injections monétaires visant surtout à couvrir des dépenses de santé et d'éducation des familles particulièrement en Amérique latine (l'exemple le mieux documenté sans doute est celui du Mexique avec Progresa devenu Oportunidades ; voir aussi les exemples du Honduras, de la Colombie, du Nicaragua et du Brésil) mais aussi en Turquie et en Indonésie (ILO 2009 *op. cit.* p. 34).

53 Sur ce processus International Labour Organization, 2009, *op. cit.*

. Du fait d'une diminution des versements des migrants qui très souvent apportent un revenu non négligeable pour les familles clientes de la microfinance<sup>54</sup>. Fic Grand Poder par exemple s'est implanté depuis l'Argentine en 2000 pour capter les fonds des migrants boliviens dans le contexte de la crise financière de l'Argentine. En cas de retour d'une fraction significative des migrants et d'une émigration moindre, le risque pour les institutions de microfinance collectant l'épargne est que les émigrés de retour prélèvent cette épargne déposée pour eux par des membres de leur famille ; l'opportunité pour les institutions de microfinance serait que ces familles investissent et empruntent pour créer de nouvelles activités génératrices localement de revenu<sup>55</sup>. Toutefois, elles peuvent se confronter à une limite de la demande locale, du fait d'une forte dépression. À noter que la diminution des versements des migrants aux membres de leur famille restés au pays se trouve aujourd'hui macro-économiquement masquée par le rapatriement de l'épargne d'abord déposée dans les lieux d'émigration par ceux qui reviennent au pays. Un autre phénomène voile cette évolution : la détérioration du taux de change des monnaies de pays de migration face au dollar (par exemple du peso mexicain) masque un assèchement en cours, et plus encore à venir de ce flux. D'une part, de nombreuses familles remboursaient leurs prêts et épargnaient grâce à cet apport. D'autre part, ces flux importés de revenus étaient une source de dépenses qui alimentaient une dynamique locale de production de biens et services. Celle-ci est favorable aux micro entreprises clientes des institutions de microfinance.

Soit cette réduction restera limitée parce que les travailleurs immigrés pourront trouver d'autres activités rémunératrices aux Etats-Unis (croyance en une forte capacité d'adaptation dans des formes illégales de travail) ou parce que l'évolution du taux de change peso-dollar par exemple compensera la diminution du montant global nominal versé en dollar. Soit la réduction de ces flux va s'accroître au fur et à mesure de l'approfondissement de la récession. Dans cette hypothèse, les institutions de microfinance mexicaines implantées dans les régions de forte migration seront davantage touchées du fait de la diminution de ces *remesas*. Toutefois, dans certaines communautés largement vidées de leur population (en

---

54 Voir l'exemple dans l'État de Oaxaca (Mexique) par Solène MORVANT-ROUX, 2006, *Processus d'appropriation des dispositifs de microfinance : un exemple en milieu rural mexicain*, thèse université Lumière Lyon 2, 432 p.

55 La question pourrait aussi se poser à vaste échelle mais de façon interne, par exemple en Chine où plus de vingt millions de travailleurs migrants dans les territoires de l'Est du pays auraient déjà regagné leurs villages et petites villes d'origine entre 2008 et 2009. Le rapport ILO 2009 *op. cit.* indique que les mêmes observations peuvent être faites pour ce qui est de ces retours de travailleurs en Afrique (p. 6).

particulier masculine) par l'émigration est en train de s'initier un mouvement de retour des populations. Ces ex expatriés sont susceptibles de devenir des demandeurs de crédits pour entreprendre dans leur région d'origine à travers les unités que leurs apports avaient mis en place. Cette dynamique est capable d'enclencher un effet positif pour la microfinance.

Les modèles dominants de la microfinance se trouvent à travers la crise idéologiquement contestés et nombre de systèmes sont pratiquement atteints dans leur pérennité. Le grand renversement consécutif à la crise met en faillite les modèles répandus par une microfinance soumise à un moule néo-libéral, et en conséquence touche profondément les acteurs incapables de reformuler leurs modes de justification et d'intervention. Ils doivent reconfigurer leurs articulations institutionnelles, en particulier celles de partenariats entre public et privé. De la même façon que les années 1980 ont connu une remise en cause radicale du modèle des banques publiques de développement devant assurer l'appui à la diffusion de nouvelles techniques, de nouvelles productions parmi les paysanneries (et non des systèmes financiers viables et autonomes, voire profitables), le début du XXI<sup>e</sup> siècle marque l'échec des idéologues fondamentalistes du marché. Grâce aux interdépendances mécaniques des prix, ils avaient cru pouvoir insuffler les incitations permettant les transformations des sociétés en une sommation de fonctions économiques (produire, épargner, investir, consommer, etc. soustraits à leurs dimensions culturelles et sociales) faisant réagir les acteurs rationnellement aux impulsions des marchés transmises mécaniquement par les échanges sans que les États interviennent<sup>56</sup>. On parlait de moins en moins de paysanneries, spectre ancien de luttes sociales, pour s'illusionner sur des unités de production et de commercialisation qui n'auraient eu que des fonctions économiques et financières simulant l'accumulation capitaliste. Ainsi était oubliée leur nécessaire immersion dans le social<sup>57</sup> pour assurer la reproduction matérielle et culturelle des familles et des communautés, qui constitue le but ultime de ces systèmes de production et d'échange enclavés dans des relations plus vastes. La reconnaissance des erreurs de ce modèle qui aurait voulu être autorégulateur et traiter le non économique principalement comme un obstacle à la mécanique des marchés, et en conséquence l'échec des acteurs qui ont porté ces " funestes illusions " selon l'expression de Karl Polanyi, ne peuvent qu'induire la recherche

---

<sup>56</sup> En cela ce modèle néo-libéral sans État ou plutôt contre l'État est radicalement différent du modèle d'Adam Smith (mais aussi de Léon Walras) pour lesquels la puissance publique est une condition du bon fonctionnement des marchés, comme le rappelle fort pertinemment Amartya Sen, 2009 (" Capitalism Beyond the Crisis ", *The New York Review of Books*, vol 56, n°5, March 26).

<sup>57</sup> Parmi les nombreux travaux critiques, voir : Alain Caillé 2005 *Dé-penser l'économique. Contre le fatalisme*, Paris, La Découverte ; Jacques Généreux, 2006 *La Dissociété*, Paris, Le Seuil et Pierre Calame 2009 *Essai sur l'Économie*, Paris, Charles Léopold Mayer.

de nouveaux paradigmes et de nouveaux partenariats fondés sur des compromis de fonctionnement entre les principes d'intégration dans lesquelles la réciprocité, la redistribution et le marché, autrement dit des mécanismes alliant solidarité, protection et compétitivité, peuvent initier des réponses originales aux besoins de services financiers des populations<sup>58</sup>.

Il est possible pour la microfinance, compte tenu de ses spécificités, de ses potentialités, de son image, de son histoire longue, etc., d'attirer des placements à la recherche d'une autre philosophie que le strict rendement et voulant partager solidairement des risques. D'où un maintien de la commercialisation de la microfinance, voire son possible essor. Mais, pour cela, les opérateurs doivent être capables de présenter des cotations éthiques et de responsabilité sociale répondant rigoureusement à ces aspirations des épargnants et aux objectifs nouveaux d'entreprises et de leurs fondations. Ce sera d'autant plus facile que les cours des sociétés de microfinance cotées auront moins baissés que ceux des valeurs phares constituées par les institutions financières traditionnelles piégées par les spéculations et dont nombre d'entre elles se sont effondrées depuis l'automne 2008 sur les marchés boursiers<sup>59</sup>. L'action de Compartamos qui valait 6,5 dollars en juin 2007 ne cotait plus que 1,5 en mars 2009. Celles d'Equity Bank (Kenya) sont passées d'un cours proche de 5 à l'automne 2006 à plus de 30 en juillet 2008 pour retomber à 9 début mars 2009 et remonter à près de 18 début avril 2009. Celles de la BRI (Bank Rakyat Indonesia) au Jakarta Stock Exchange sont passées de moins de 2000 en 2004 à plus de 8000 à l'automne 2007 pour tomber à 2800 en décembre 2008 et s'établir à 5000 début avril 2009. On pourra remarquer que les cours des actions des principales banques de microfinance ont relativement moins diminué que celles de grandes banques internationales, voire des places boursières elles-mêmes de ces pays... ce qui ouvre des opportunités pour ce champ de placements.

Dans les pays où les taux d'exclusion financiers sont massifs, les effets sur les institutions de microfinance, en terme de volumes d'activités (ce qui est différent du niveau de risques),

---

<sup>58</sup> Nous avons développé cette dimension dans Servet 2008 World Social Finance Summit/INAISE, 5 juin, conférence : " Financiarisation et dynamique d'alternatives solidaires ". *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Gallimard.

<sup>59</sup> LUTZEL Emmanuel de, COUPEZ Bernard, REILLE Xavier, 2009, " Paradoxes et défis de la microfinance : une industrie qui résiste à la crise, une nouvelle classe d'actifs ", in : *Rapport sur l'argent dans le Monde 2009*, à paraître).



peuvent être limités par le fait qu'il existe des capacités considérables d'expansion. Cela dépend des taux de pénétration de la microfinance et par exemple c'est beaucoup moins vrai au Bangladesh, pays presque saturé d'offres de microcrédit (plus de 21 millions d'emprunteurs pour 150 millions d'habitants) qu'au Mexique avec environ 3,5 millions de clients pour la microfinance, au sens restreint (5 millions et demi avec les coopératives d'épargne et de crédit) dans un pays de plus de 100 millions d'habitants. Si l'on compare le Maroc et la Tunisie, pour une population trois fois plus nombreuse, dans le premier le volume de prêts estimé en dollar y est cent fois plus élevé.

La crise ne présente pas que des facettes négatives. Elle peut offrir au secteur de la microfinance des opportunités à différents points de vue :

- . Elle peut favoriser un renforcement du cadre légal et réglementaire afin de donner notamment plus de confiance et de garantie aux épargnants.
- . Elle peut aussi permettre de réformer par la contrainte des structures pour lesquelles politiquement les changements ont été différés (c'est le cas de la FECECAM au Bénin que nous avons déjà évoqué).
- . Elle peut contribuer à éliminer des acteurs peu efficaces et par des opérations de concentration autoriser une diversification de l'offre pour mieux faire face ensemble. Le risque est aussi, à l'inverse, une concentration du secteur au détriment de la diversité et la constitution ou le renforcement d'oligopoles qui se traduisent souvent par une absence de concurrence sur les taux d'intérêt.
- . La nécessité faisant vertu, le besoin d'offres de services d'épargne et d'assurance peut être mieux pris en compte.
- . Une extension de la clientèle vers des emprunteurs déboutés par les banques (à court de liquidités ou plus craintives encore dans la prise de risque<sup>60</sup>) ou par des clients (nous l'avons noté) qui avaient migré et qui reviennent avec des projets d'investissement au pays. Mais le risque est bien sûr ici que la microfinance s'éloigne plus encore des populations au niveau de la ligne de pauvreté pour cibler ces nouveaux clients beaucoup plus rentables (Bernd Balkenhol 2007, trad 2009).

---

<sup>60</sup> Ceci peut être en particulier le cas pour le microcrédit en Europe centrale et orientale où les banques européennes (allemandes, autrichiennes, françaises et grecques en particulier) qui se sont implantées restreignent le crédit aux petites et moyennes entreprises. Ces exclus constituent de nouveaux clients potentiels, pour autant que les institutions de microcrédit s'adaptent et disposent elles-mêmes de fonds à prêter.

Les solutions qui pourront être adoptées dépendront des spécificités passées du secteur dans chaque partie du monde et à l'intérieur des pays. Le futur est toujours déjà présent, même si des œillères idéologiques empêchent de le percevoir<sup>61</sup>. C'est ce qui explique que le retour de logiques publiques que nous avons évoquées était déjà présent, par exemple dans le *Rapport 2008 sur le développement dans le monde* de la Banque mondiale consacré à l'agriculture<sup>62</sup>. Il était devenu de plus en plus évident que la privatisation d'entités publiques de financement ne réussissait pas à les rendre rentables par un simple changement de statut et les banques privées n'étaient pas parvenues à combler le vide laissé par l'éradication des interventions étatiques. Toutefois ce retour d'un État multiforme à ses différents niveaux possibles d'intervention (du local au global et de façon directe ou indirecte), pour être efficace, ne pourra se réaliser qu'à travers de nouvelles formes d'organisations des sociétés civiles et de redistribution entre travail et capital. Deux termes et une opposition devenus un quasi tabou au cours des années d'hégémonie du néo-libéralisme. Ils retrouvent grâce à la crise, et de façon salutaire, enfin droit d'être cités. Une approche nouvelle peut contribuer à refonder y compris les modes d'inclusion financiers, et en particulier le secteur de la microfinance.

---

61 Développé dans Servet 2008, World Social Finance Summit, 5 juin, conférence : “ Financiarisation et dynamique d'alternatives solidaires ” Inaise, Québec.

62 *L'agriculture au service du développement*. Dans le même sens, voir le rapport *Finance for all* de la Banque mondiale.